

Unité départementale des Yvelines  
35 rue de Noailles  
Bâtiment B1  
78000 Versailles

Versailles, le 26 juin 2024

## **Rapport de l'inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 03/06/2024

### **Contexte et constats**

publié sur   
**Casse Auto Bazainville**  
35 impasse Boeuf Couronné  
78550 Bazainville

Références :

Code AIOT : 0100013068

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/06/2024 dans l'établissement Casse Auto Bazainville implanté 35 impasse Boeuf Couronné 78550 Bazainville.

L'inspection du 3 juin 2024 avait pour objectif de constater les activités exercées au droit du site, les mesures prises en vue de prévenir les pollutions environnementales et contrôler si les dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 06 avril 2023 sont respectées.

### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- Casse Auto Bazainville
- 35 impasse Boeuf Couronné 78550 Bazainville
- Code AIOT : 0100013068    Installation : Avec Titre ☐ Sans Titre ☒
- Régime : A
- Statut Seveso : NON SEVESO
- IED : Non IED

### **Présentation très succincte de l'AIOT et des installations contrôlées :**

Les activités exercées par M Yaya TOGO :

- de "transit/regroupement de déchet dangereux",
  - d' "entreposage de VHU<sup>1</sup>",
  - de "transit/regroupement de DEEE<sup>2</sup>",
  - de "transit/regroupement de métaux non dangereux",
  - de "transit/regroupement de pneumatique",
  - de "transit/regroupement de déchets non dangereux non inerte divers"
- n'étaient pas connues par l'inspection des installations classées.

### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Contrôle du respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 06/04/2023

<sup>1</sup> VHU : véhicules hors d'usage

<sup>2</sup> DEEE : déchets d'équipements électriques et électroniques

## 2) Constats :

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...;

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative »;
- « Faits avec suite administrative » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
  - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription);
  - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan des constats hors points de contrôle

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection (1)	Proposition de délais
1	Régularisation	AP de Mise en Demeure du 06/04/2023, article 1	Astreinte et Demande d'action corrective - Demande de	0 Jour  1 mois

			justificatif à l'exploitant	
2	Moyens de lutte contre l'incendie	AP de Mise en Demeure du 06/04/2023, article 2	Astreinte	0 Jour
3	Dispositif de rétention des pollutions accidentelles	AP de Mise en Demeure du 06/04/2023, article 3	Astreinte	0 Jour
4	Collecte des effluents	AP de Mise en Demeure du 06/04/2023, article 4	Astreinte	0 Jour

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats :

L'exploitant n'a pas mis en œuvre de mesures afin de respecter l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 6 juin 2018 et l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 06 avril 2023. Une sanction administrative est proposée.

La situation de l'installation est toujours inquiétante vis-à-vis du risque incendie : absence de moyens de lutte contre l'incendie (prises d'eau, poteaux, ...), absence d'une quelconque réserve d'eau destinée à l'extinction. Par ailleurs on note l'absence de plan des locaux, et d'une description des dangers au droit du site. Il est également précisé que le terrain exploité se trouve en fond de parcelle et est accessible par un chemin unique.

Le site n'est pas équipé d'une dalle étanche, ni d'un réseau de collecte des eaux et il n'y a pas de gestion des effluents.

Le risque accidentel et le risque d'impact sur l'environnement de façon chronique du fait de l'entreposage de déchets sans mesures de prévention des pollutions de sols et des eaux ou de façon accidentelle en cas d'incendie, ne sont pas maîtrisés.

Des mesures doivent être prises rapidement par l'exploitant afin d'améliorer la situation.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Régularisation

**Référence réglementaire :** AP de Mise en Demeure du 06/04/2023, article 1

**Thème(s) :** Situation administrative Régularisation

**Prescription contrôlée :**

M. TOGO, exploitant des installations d'entreposage de véhicules hors d'usage et de transit et regroupement de déchets sises 35 impasse Boeuf Couronné sur la commune de Bazainville (78550), est mis en demeure de régulariser la situation administrative de ces installations soit :

- en déposant un dossier de demande d'autorisation conformément à l'article R.181-12 et suivants du Code de l'environnement, complet et recevable en préfecture ;
- en cessant ses activités et en procédant à la remise en état prévue à l'article L.512-6-1 du Code de l'environnement.

Les délais pour respecter cette mise en demeure sont les suivants :

- dans un délai d'un mois l'exploitant fera connaître laquelle des deux options il retient pour satisfaire à la mise en demeure ;
- dans le cas où il opte pour le dépôt d'un dossier de demande d'autorisation, ce dernier doit être déposé dans un délai de trois mois ;
- dans le cas où il opte pour la cessation d'activité, celle-ci doit être effective dans les trois mois et l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées, dans le même délai, un dossier décrivant les mesures prévues au II de l'article R. 512-39-1 du Code de l'environnement. Ces délais courent à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté.

Article L. 512-1 Code de l'environnement 02/06/2024 :

Sont soumises à autorisation les installations qui présentent de graves dangers ou inconvénients pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.

L'autorisation, dénommée autorisation environnementale, est délivrée dans les conditions prévues au chapitre unique du titre VIII du livre 1er.

**Constats :**

L'exploitant n'a transmis aucune réponse aux prescriptions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure.

Sur site, l'inspection constate la présence au jour de l'inspection de :

- une quinzaine de VHU,
- 9 camionnettes,
- 7 remorques de poids lourds,
- 2 tracteurs,
- une caravane,
- quelques motos,
- une dépanneuse,
- une benne remplie de vélos,
- une benne remplie de pneus,
- une benne remplie d'objets et de déchets divers dont d'autres pneus,
- des pneus à même le sol,
- de déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE) tels que des postes de télévisions, des écrans d'ordinateurs, des imprimantes, des enceintes, des ventilateurs, des machines à laver, des sèche-linges, des micro-ondes, des congélateurs, des aspirateurs, des auto-radios,
- des moteurs, des compresseurs,
- des batteries,

- 3 machines industrielles de dimension relativement imposantes,
- 4 engins de manutention,
- des bonbonnes de gaz,
- des jouets,
- des éléments en bois, des fenêtres en bois avec les vitrages de fenêtre,
- des vêtements et textiles souillés.

L'exploitant précise à l'inspection qu'il achète voire récupère les VHU auprès des particuliers et certaines sociétés et qu'il achète les moteurs à une casse automobile.

L'inspection constate qu'il y a moins de VHU présents par rapport à l'inspection du 6 décembre 2023 au cours de laquelle la présence d'une quarantaine de VHU avait été constatée. Néanmoins le site recense toujours des déchets en quantités importantes et de nature diverses.

L'inspection constate qu'il n'existe pas de moyens de défense et de lutte contre l'incendie, comme cela avait été constaté le 6 décembre 2023 (voir fiches suivantes). En cas de départ d'incendie, sa propagation semble difficile à maîtriser, et aucune rétention des éventuelles eaux d'extinction ne pourrait être assurée. Il est précisé que les VHU et autres déchets entreposés par M. TOGO sont en fond de parcelle, accessibles par un chemin unique. L'intervention des services d'incendie et de secours seraient sans doute difficiles en cas de nécessité. Le risque accidentel et le risque d'impact sur l'environnement, de façon chronique du fait de l'entreposage de déchets sans mesures de prévention des pollutions de sols et des eaux, ou de façon accidentelle en cas d'incendie, ne sont pas maîtrisés.

L'inspection constate également que certains VHU comme la camionnette immatriculée BW-657-EK était déjà présente sur site lors de l'inspection du 6 décembre 2023, ce n'est pas le cas d'autres VHU.

L'exploitant déclare ne pas tenir à jour de registre ni avoir de trace écrite des entrants ni des sortants. De ce fait, il ne sait pas combien de temps les VHU et autres produits et/ou déchets sont stockés sur le site de Bazainville ni en quelles quantités.

L'exploitant précise à l'inspection que dès qu'un camion est rempli (moteurs, DEEE, ...), son transit s'organise par le bouche à oreille. Le camion rempli de déchets est envoyé en Afrique : soit au Congo (transports par route) soit vers le Mali (transports par conteneur en faisant appel à un transitaire). L'exploitant déclare travailler avec plusieurs transitaires.

Contrairement à l'inspection du 6 décembre 2023, l'exploitant n'évoque pas de transit vers la Belgique.

Les agents de la gendarmerie consultent le système d'immatriculation des véhicules (SIV) pour vérifier les informations relatives à certains véhicules présents sur site, dont la camionnette immatriculée EC-486-WQ. Les véhicules appartiennent pour la plupart à des sociétés.

La camionnette immatriculée CK-369-DR qui est remorquée sur la dépanneuse est enregistrée sur le SIV comme appartenant à la société Auto Bourget, numéro SIREN 793212606, 65 rue de Paris 78820 Juziers. Le dernier contrôle technique a été réalisée le 14 février 2013.

L'inspection constate la présence d'un véhicule accidenté immatriculé EE-187-CK qui aux dires de l'exploitant appartient à son fils aîné. Les agents de la gendarmerie constatent sur le SIV que le véhicule appartient à la société Shop auto, numéro SIREN 919862639. Le certificat de changement de conducteur de la mégane a été enregistré sur le SIV le 16 mai 2023.

Le SIV montre qu'aucun véhicule n'est enregistré au nom du fils de M. TOGO.

La camionnette immatriculée BW-657-EK qui était déjà présente lors de l'inspection du 6 décembre 2023 est enregistrée dans le SIV comme véhicule hors d'usage.

L'inspection demande à ce que l'exploitant se mette en conformité avec la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE). Ce constat a déjà été relevé lors des inspections précédentes du 20 octobre 2022 et du 6 décembre 2023.

L'activité de l'exploitant est susceptible de concerner entre autres plusieurs rubriques de la réglementation des installations classées dont :

- un transit/regroupement de déchets dangereux (présence de bonbonnes de gaz, d'écrans d'ordinateur et de télévisions) : rubrique 2718 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement;
- une installation d'entreposage de véhicules hors d'usage (VHU) dont la surface de l'installation est supérieure à 100 m<sup>2</sup> (présence de voitures, camions, tracteurs) : rubrique 2712 ;
- un transit/regroupement de DEEE avec présence de réfrigérateurs, de congélateurs, de fours, micro-ondes, ...) : rubrique 2711 ;
- un transit/regroupement de métaux non dangereux (présence d'étais, de vélos, ...) : rubrique 2713 ;
- un transit/regroupement de pneumatiques (présence de pneus, de bois, de fenêtres bois, de vêtements) : rubrique 2714 ;
- un transit/regroupement de déchets non dangereux non inerte divers : rubrique 2716.

L'exploitant informe l'équipe d'inspection qu'il n'y a pas d'horaires d'ouverture.

Il déclare également qu'il prévoit de cesser son activité dans les prochains mois.

L'inspection attire l'attention de l'exploitant sur le fait qu'il a l'obligation de mettre en place un plan de surveillance de la pollution des sols avec mesures à réaliser par un bureau d'études accrédité.

L'exploitant doit régulariser la situation administrative du site de Bazainville conformément aux prescriptions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 06 avril 2023.

#### Conclusion :

L'article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 06/04/2023 n'est pas respecté.

Proposition : astreinte administrative pour un montant de 10 euros par jour pendant 90 jours (à compter de la notification de l'AP d'astreinte), puis 100 euros par jour jusqu'au respect de l'article 1er de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 06/04/2023.

Proposition : action corrective, demande de compléments

L'équipe d'inspection constate l'absence de registre des déchets précisant notamment les quantités de VHU présentes sur site, ne permettant pas ainsi de tracer les mouvements des entrants et des sortants ni de suivre la durée de présence des VHU sur le site de Bazainville.

L'exploitant doit, sous un délai d'un mois, transmettre à l'inspection des installations classées la liste des véhicules évacués du site depuis le 1er janvier 2024 en précisant l'identification et les coordonnées des personnes les ayant pris en charge ainsi que leurs destinations finales.

**Respect de la prescription :**



**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Astreinte - Demande d'action corrective - Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :**

0	Jour (astreinte)
1	Mois (demande d'action corrective - demande de justificatif)

## N° 2 : Moyens de lutte contre l'incendie

**Référence réglementaire :** AP de Mise en Demeure du 06/04/2023, article 2

**Thème(s) :** Risques accidentels      Moyens de lutte contre l'incendie – VHU

**Prescription contrôlée :**

M. TOGO, exploitant des installations d'entreposage de véhicules hors d'usage et de transit et regroupement de déchets sises 35 impasse du Boeuf Couronné sur la commune de Bazainville (78550), est mis en demeure, dans le délai de trois mois à compter de la notification de la présente décision, de respecter les prescriptions l'article 10 de l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 6 juin 2018 susvisé relatif aux installations relevant de la rubrique 2712-1 de la nomenclature et de l'article 4.1 de l'annexe I de l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 6 juin 2018 susvisé relatif aux installations relevant notamment des rubriques 2711, 2713 et 2714 de la nomenclature, en mettant en place des moyens de défense incendie conformes aux prescriptions de ces arrêtés.

Article 10 de l'arrêté ministériel du 06/06/2018 :

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :

- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;
  - de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 8 ;
  - d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé d'un diamètre nominal DN100 ou DN150 implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement permettent au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. Les appareils sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables par les moyens des services d'incendie et de secours).
- A défaut, une réserve d'eau d'au moins 120 mètres cubes destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et à une distance de l'installation ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours. Cette réserve dispose des prises de raccordement permettant au service d'incendie et de secours de s'alimenter et permet de fournir un débit de 60 m<sup>3</sup>/h.
- L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement de l'éventuel bassin de stockage ;
- d'extincteurs répartis à l'intérieur des bâtiments et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées. [...]

**Constats :**

L'inspection constate lors de la visite que le site ne dispose pas de plan des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours complétée d'une description des dangers pour chaque local.

Le site ne dispose pas de moyens de lutte contre l'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) que ce soit d'un réseau public ou privé.

L'inspection a également constaté que l'exploitant n'a pas installé de réserve d'eau destinée à l'extinction, accessible en toutes circonstances et à une distance de l'installation ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours.

L'exploitant doit mettre en place des moyens de défense incendie sur le site, conformément aux prescriptions de l'article 10 de l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 6 juin 2018 et de

l'article 2 de l' arrêté préfectoral de mise en demeure du 06 avril 2023.

Conclusion :

L'article 2 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 06/04/2023 n'est pas respecté.

Proposition : astreinte administrative pour un montant de 10 euros par jour pendant 90 jours (à compter de la notification de l'AP d'astreinte), puis 100 euros par jour jusqu'au respect de l'article 1er de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 06/04/2023.

**Respect de la prescription :**



**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Astreinte

**Proposition de délais :** 0 Jour



### N° 3 : Dispositif de rétention des pollutions accidentelles

**Référence réglementaire :** AP de Mise en Demeure du 06/04/2023, article 3

**Thème(s) :** Risques accidentels      Dispositif de rétention des pollutions accidentelles

**Prescription contrôlée :**

M. TOGO, exploitant des installations d'entreposage de véhicules hors d'usage et de transit et regroupement de déchets sises 35 impasse Boeuf Couronné sur la commune de Bazainville (78550), est mis en demeure, dans le délai de trois mois à compter de la notification de la présente décision, de respecter les prescriptions de l'article 12 de l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 6 juin 2018 susvisé relatif aux installations relevant de la rubrique 2712-1 de la nomenclature et des articles 2.7 et 2.9 de l'annexe I de l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 6 juin 2018 susvisé relatif aux installations relevant notamment des rubriques 2711, 2713 et 2714 de la nomenclature en rendant étanche les aires de stockage des déchets et/ou de manipulation des déchets y compris les VHU, de tout équipement susceptible de souiller les eaux et le sol et les voies de circulation des engins et en mettant en place les moyens permettant de recueillir les eaux ou écoulements susceptibles d'être pollués.

Article 12 de l'arrêté ministériel du 06/06/2018 :

[...]

II. Le sol des aires et des zones de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.

III. Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre ou d'un accident de transport, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées.

[...]

**Constats :**

L'inspection constate que les VHU sont entreposés directement sur la terre battue, sans aucun dispositif de protection des sols.

L'inspection constate que le sol des aires de stockage des déchets ou de manipulation des matières polluantes présentes sur le site, ainsi que les voies de circulation des engins sont également sur terre battue.

L'équipe d'inspection constate également l'absence de moyens de rétention des eaux et écoulements issus d'un éventuel sinistre.

Ces constats avaient déjà été relevés lors des inspections précédentes des 20 octobre 2022 puis du 06 décembre 2023.

L'exploitant doit rendre étanches les aires de stockage /manipulation des déchets (y compris VHU), des voies de circulation des engins et tout équipement susceptible de souiller les eaux et le sol, et mettre en place les moyens permettant de recueillir les eaux ou écoulements susceptibles d'être pollués, conformément à l'article 12 de l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 6 juin 2018 et de

l'article 3 de l' arrêté préfectoral de mise en demeure du 06 avril 2023.

Conclusion :

L'article 3 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 06/04/2023 n'est pas respecté.

Proposition : astreinte administrative pour un montant de 10 euros par jour pendant 90 jours (à compter de la notification de l'AP d'astreinte), puis 100 euros par jour jusqu'au respect de l'article 1er de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 06/04/2023.

**Respect de la prescription :**



**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Astreinte

**Proposition de délais :** 0 Jour

#### N° 4 : Collecte des effluents

**Référence réglementaire :** AP de Mise en Demeure du 06/04/2023, article 4

**Thème(s) :** Risques accidentels Collecte des effluents

**Prescription contrôlée :**

M. TOGO, exploitant des installations d'entreposage de véhicules hors d'usage et de transit et regroupement de déchets sises 35 impasse du Boeuf Couronné sur la commune de Bazainville (78550), est mis en demeure, dans le délai de trois mois à compter de la notification de la présente décision, de respecter les prescriptions de l'article 14 de l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 6 juin 2018 susvisé relatif aux installations relevant de la rubrique 2712-1 de la nomenclature et de l'article 5.1 de l'annexe I de l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 6 juin 2018 susvisé relatif aux installations relevant notamment des rubriques nos 2711, 2713 et 2714 de la nomenclature, en mettant en place un réseau de collecte de type séparatif permettant d'isoler les eaux résiduaires des eaux pluviales, et les moyens permettant de traiter les eaux susceptibles d'être polluées.

Article 14 de l'arrêté ministériel du 06/06/2018 :

Tous les effluents aqueux sont canalisés.

Le réseau de collecte est de type séparatif permettant d'isoler les eaux résiduaires des eaux pluviales. Les effluents susceptibles d'être pollués, c'est-à-dire les eaux résiduaires et les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement ou sur les produits ou déchets entreposés, sont traités avant rejet dans l'environnement par un dispositif de traitement adéquat.

Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement et le milieu récepteur, à l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise. [...]

**Constats :**

L'inspection constate que le site n'est pas équipé d'un réseau de collecte des eaux et qu'il n'y a pas de gestion des effluents.

L'exploitant doit mettre un réseau de collecte de type séparatif permettant d'isoler les eaux résiduaires des eaux pluviales, et les moyens permettant de traiter les eaux susceptibles d'être polluées, conformément aux dispositions de l'article 14 de l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 6 juin 2018 et de l'article 4 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 06 avril 2023.

Conclusion :

L'article 4 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 06/04/2023 n'est pas respecté.

Proposition : astreinte administrative pour un montant de 10 euros par jour pendant 90 jours (à compter de la notification de l'AP d'astreinte), puis 100 euros par jour jusqu'au respect de l'article 1er de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 06/04/2023.

**Respect de la prescription :**



**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Astreinte

**Proposition de délais :** 0 Jour



Planche photographique – activités exercées par M Yaya TOGO  
au 35 impasse Boeuf Couronné à Bazainville  
Photos du 03/06/2024













